

Document

Le ras-le-bol des journalistes espagnols

(lemonde.fr)

6 mai 2011

Madrid Correspondance - Pas le droit de poser des questions ? Alors il n'y aura plus de couverture médiatique. Les journalistes espagnols se rebellent. Leur colère bouillait depuis longtemps face aux responsables politiques qui convoquent des conférences de presse leur servant en réalité de déversoir puisqu'aucun échange n'y est toléré. *"Mais la situation s'est aggravée ces dernières années et la pratique menaçait de se convertir en norme"*, assure Antón Losada, professeur en sciences politiques à l'université de Saint-Jacques-de-Compostelle et initiateur de la révolte qui a gonflé sur le réseau social Twitter jusqu'à devenir l'un des sujets les plus commentés en Espagne le week-end du 30 avril.

Au sommet du podium des récalcitrants figurent la ministre socialiste de la défense, Carme Chacón, et le leader de l'opposition conservatrice, Mariano Rajoy. Le silence de ce dernier était même critiqué par le quotidien *El Mundo* pourtant proche de son Parti populaire (PP). *"Je ne vois pas l'intérêt (des conférences de presse), si c'est pour que l'on me demande des choses sur lesquelles je ne veux pas me prononcer"*, a-t-il candidement expliqué à des journalistes. *"Quand un politique comparait et n'accepte pas de questions, c'est ça l'information. Ce qu'il va dire, c'est de la publicité"*, a finalement explosé Antón Losada sur son blog, samedi 30 avril. Il a signé son message avec une nouvelle "étiquette" servant à signaler des sujets de discussions sur Twitter : *"#sinpreguntasnocobertura"* (en français : #pasdecouverturesansquestions). Rapidement, de nombreux journalistes l'ont converti en mot d'ordre sur Internet.

"Anomalies informatives"

Du journal *Público* à la radio publique RNE en passant par sa consœur privée Cadena Ser, le ras-le-bol a uni en ligne de grands concurrents pendant tout le week-end. *"Les journalistes ressentent une forte lassitude aggravée par l'approche de la campagne électorale des municipales du 22 mai et celle-ci a débordé grâce aux réseaux sociaux"*, analyse Fernando Gonzalez Urbaneja, président de l'Association de la presse de Madrid. Ils viennent de cristalliser leur indignation dans une pétition contre les *"anomalies informatives"*, qui incluent une loi obligeant les journaux télévisés des chaînes privées à dédier aux partis un temps proportionnel à leur poids électoral pendant les campagnes. Les signataires exigent des hommes politiques de ne plus convoquer de conférences de presse sans admettre de questions, sinon ils les dénonceront. *"S'ils persistent, nous nous engageons à ne plus couvrir ce type de convocations"*, menacent-ils.

Les partis ont rapidement exprimé leur soutien à l'initiative. Mais les internautes reçoivent avec ironie la promesse du PP de désormais signaler en avance s'il s'agit d'une simple comparution sans questions. *"Il revient maintenant à chacun d'être vigilant"*, prévient Antón Losada.